



PAR
BERNARD COHEN-HADAD
PRÉSIDENT DU THINK TANK ETIENNE MARCEL
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FINANCEMENT
DE LA CGPME

Financement des PME pour l'emploi Quatre piliers

Améliorer le financement des PME et ETI pour l'emploi dépasse les effets d'annonce et requiert de laisser au placard un certain nombre d'idées reçues... Pour cela Bernard Cohen-Hadad plaide pour que l'on écoute - enfin - les entrepreneurs, qui, mieux que quiconque, connaissent la réalité du terrain.

On le voit bien, le pacte de responsabilité qui vient d'être signé par une partie des syndicats et les organisations patronales fait grincer des dents. On parle de cadeaux aux entreprises. Qui peut le croire ? En 2013, 60 000 entreprises n'ont-elles pas cessé leur activité ? Et depuis plusieurs mois la Médiation nationale du crédit ne voit-elle pas le nombre des saisines augmenter ? Dans ce contexte morose il est pourtant de mise de rester positif et d'espérer la reprise.

DES ENTREPRISES ASPHYXIÉES

Pour les politiques, la reprise - version émergée de l'iceberg -, c'est d'abord l'inversion de la courbe du chômage, c'est-à-dire le retour à l'emploi ! Et dans ce domaine, on demande beaucoup à nos entreprises privées qui, contrairement aux collectivités publiques, n'ont pas la capacité de vivre longtemps endettées. En France, le tissu entrepreneurial est constitué d'une multitude de branches et d'activités, de PME patrimoniales, de filiales de grands groupes, d'ETI qui malgré l'absence de flexibilité de l'emploi, n'ont pas à rougir, ici ou là, de leurs réussites régionales. Mais la majorité des entreprises sont à la peine, connaissent des difficultés financières et pâtissent notamment d'un manque de compétitivité.

La faiblesse en fonds propres, les besoins récurrents de crédits de trésorerie, l'absence de soutien des établissements financiers quand l'entreprise connaît un accident de parcours font que nos entreprises ne peuvent sortir du milieu de gamme et cherchent toujours à remplir le carnet de commandes. Le crédit interentreprises est devenu indispensable mais il est une solution par défaut. Sans moyens financiers de long terme pour prendre des

risques, sans confiance et sans multiplications des échanges, il est difficile de restaurer les taux de marge, ces derniers étant déjà inférieurs de 12 points par rapport aux concurrents allemands, italiens ou espagnols ! Sans sources de financement stables, on peut comprendre la réserve, pour ne pas dire l'attentisme, des entrepreneurs...

On le sait bien : sans accès aux moyens de financement et sans une stabilité dans l'accompagnement financier des PME et ETI, on ne bâtit que des châteaux de sable. Donner une chance de se développer et d'embaucher aux PME et ETI, c'est donc d'abord répondre à leurs préoccupations de financements. La question est désormais politiquement incorrecte, même si beaucoup de choses nouvelles ont été instillées ou réalisées. Les chiffres de la Banque de France, incontestables, montrent une progression de 2,1 % des crédits d'investissement PME pour l'année 2013. Mais ils sont deux fois et demie moins élevés que ceux l'année précédente. Le rapport de l'Observatoire du financement des entreprises a bien rappelé qu'il n'y a pas eu de Crédit Crunch mais il reste toujours des



*Il n'est pas acceptable
de mépriser la perception
du vécu des entrepreneurs*

problèmes de financement pour les PME. Et 30 % des entreprises, chaque année, connaissent des mesures de durcissements d'accès aux crédits. Tous les analystes savent qu'il y a un monde entre les chiffres, ce qu'ils expriment et ce qu'on leur fait dire. Il n'est pas acceptable de mépriser la perception du vécu des entrepreneurs sur les canaux de distribution du crédit, même si elle s'éloigne des chiffres officiels. Les politiques sous-estiment le changement de modèle que les entrepreneurs commencent à mieux appréhender tout simplement parce qu'ils le vivent en première ligne et au quotidien.

DES SOUTIENS PRÉSENTS FACE À UNE TÂCHE ARDUE

Le premier pilier de cette nouvelle donne est un acteur ancien : les banques. Nos entreprises patrimoniales ont besoin de banques fortes et en bonne santé en France. Si Bâle III est devenu un peu tôt une réalité pour les établissements financiers, l'effet de durcissement s'est fait sentir sur les crédits aux entreprises. Diaboliser les banques est une erreur. Elles restent la colonne vertébrale du financement des PME et ETI d'autant qu'elles interviennent en Private Equity, en LBO, en financement complémentaire sur des enjeux et des projets ambitieux. Mais avoir des banques fortes doit conduire à trouver plus d'huile dans les rouages du financement bancaire, notamment en matière de lignes de crédits courts termes, de besoins de fonds de roulement. Est-ce le cas ? C'est pourquoï, les banques doivent exprimer clairement les risques qu'elles veulent prendre et ceux qu'elles refusent d'assumer. Ce qui est dangereux aujourd'hui ce sont ces politiques de réseaux en dents de scies et cette culture du risque PME qui a été perdue.

Le second pilier est Bpifrance. La Banque publique d'investissement est déjà une réussite. Au commencement, le pari n'était pas gagné, mais elle a su réunir progressivement tous les métiers et tous les niveaux du financement des PME et ETI et intervenir tant en haut de bilan qu'en bas de bilan. Elle fait même du financement participatif ! Dans ce cas de figure, il faut dire que l'on a besoin de plus que d'un statu quo. Le rôle de Bpifrance doit être renforcé et ses moyens développés, d'autant que les entreprises n'attendent plus grand-chose de l'État et des régions endettés. C'est Bpifrance qui doit donc devenir le centre de l'action de financement public de l'État et des régions en direction des entreprises. C'est le seul moyen de garantir un traitement équitable du financement public des entreprises dans les territoires. Mais attention, la banque doit veiller à ne pas devenir, pour des raisons de clientélisme politique ou syndical, l'accompagnatrice des entreprises inéluctablement condamnées.

Le troisième pilier est l'orientation de l'épargne des Français vers les entreprises. C'est une révolution culturelle. On pourrait faire plus vite et mieux



Donner une chance de se développer et d'embaucher aux PME et ETI, c'est donc d'abord répondre à leurs préoccupations de financements.

mais on y va avec frilosité, sans encore accepter que ce soient l'avantage fiscal et l'intérêt servi qui encouragent l'investissement. Il n'y a pas de honte à vouloir rentabiliser l'épargne des Français qui aident les entreprises. Dans ce contexte, la création d'un PEA-PME est une bonne chose, mais ne peut être qu'un demi-succès qui touchera au mieux 460 entreprises. Il convient donc de multiplier l'intervention des assureurs en direction du financement des PME et ETI. En trois ans, des progrès considérables ont été faits et des moyens importants ont été investis pour aider les PME et ETI grâce à la volonté forte de la FFSA, des compagnies d'assurance avec le soutien efficace de la Caisse des dépôts. Il reste enfin à encourager le développement du *crowdfunding* qui est passé en deux ans de 8 millions à plus de 78 millions d'euros collectés. Sur ce dossier, l'État a écouté les attentes des entrepreneurs. Il devrait le faire plus souvent !

Le quatrième et dernier pilier est la Bourse des PME. En ce domaine, on ne peut pas se satisfaire que la France fasse moins bien que le Royaume-Uni ou que l'Allemagne, voire l'Italie du Nord. Depuis 2008, malgré les annonces de réforme, le système était bloqué. L'arrivée d'EnterNext, l'ouverture qui a été engagée et les moyens mis en place sont une opportunité. Le marché doit être réellement pensé, expliqué et soutenu, pour contribuer au développement et à la stabilité financière des PME-ETI. La Bourse est encore un moyen lourd en gestion mais c'est le plus rapide pour lever des capitaux et consolider les fonds propres sans hypothéquer sa gouvernance. Pour être attractif, le marché doit donc continuer sa mutation et prendre en considération les attentes des acteurs notamment en matière de simplification. ●